



UNIVERSITE
CHEIKH ANTA DIOP
DE DAKAR

REVUE DE PRESSE

Éducation
Enseignement
Supérieur

RP
10 - 14
février
2025

UCAD : Des chercheurs présentent une innovation dans l'exploitation des phosphates de Thiès



Une équipe de chercheurs de l'UCAD a mis au point un procédé de récupération et de séparation de l'alumine et du phosphate contenus dans les phosphates d'alumine de Thiès. Cette découverte a été sanctionnée par un brevet d'innovation OAPI 21680 en octobre 2024. Le document a été présenté hier lundi 10 février à la rectrice par intérim, professeure Aminata Niang Diène.

L'innovation en question propose une valorisation économique et écologique de cette importante ressource minière par la production d'alumine pure à 95 % et de concentré de phosphate. Le procédé permet de produire de l'alumine pure à un coût largement inférieur à celui de la bauxite. Le concentré de phosphate peut servir à la fabrication d'engrais grâce aux associations avec les outputs du gaz naturel.

« La pertinence de l'invention se situe au niveau de ces deux outputs stratégiques pour le Sénégal. En effet, le procédé apporte une approche hautement compétitive en termes de simplicité de schéma de production et de coût, ce qui assure une forte rentabilité lors de la mise en œuvre industrielle », explique docteur Abdoul Aziz Ndiaye, membre de l'équipe composée d'enseignants-chercheurs de l'École supérieure polytechnique (ESP) et de l'École nationale supérieure des mines et de la géologie (ENSMG, ex-IST).

Le Sénégal dispose d'un potentiel énorme en ressources géologiques inférées estimées à près d'un milliard de tonnes et des réserves exploitables d'environ 100 millions de tonnes. Toutefois, cette ressource ne supporte aucune valorisation industrielle à cause de l'inexistence d'un procédé conforme à la nature minéralogique et chimique du minerai.

https://www.seneweb.com/news/Politique/ucad-des-chercheurs-presentent-une-innov_n_462958.html

NATIONALE

UCAD : Le SAES mobilise les syndicats africains, pour défendre l'autonomie des Universités



24ème édition Semaine de l'école de base : L'Armée s'engage pour renforcer l'éducation citoyenne



UGB: un programme de bourse prévoit de former 600 jeunes d'ici 2030



Des syndicats et représentants de plusieurs pays africains, ainsi que des partenaires internationaux, se sont réunis pour échanger sur les défis auxquels sont confrontées les universités et les enseignants du supérieur. Parmi les participants, figuraient des syndicats sénégalais tels que le SYNDEC, le SNESUP-FSU, le SNESUP, l'UT-LDA et le MORES-CI, ainsi que des délégations venues du Cameroun (SYNES), du Niger (SNECS), du Togo (SEST) et du Bénin (SNES et SYNARES). Cette diversité témoigne de l'importance croissante accordée à la protection des libertés académiques sur le continent.

David Célestin Faye, Coordonnateur national du SAES, a prononcé une déclaration forte lors de cette journée. Il a rappelé que « le SAES accueille aujourd'hui, au Sénégal, la célébration de la journée sur les Libertés académiques. Le 8 février de chaque année, nous nous rencontrons dans un pays membre du réseau, pour échanger sur la situation de la liberté académique dans le monde ». Cette initiative s'inscrit dans un contexte plus large de mobilisation syndicale, marquée par la création récente de l'Union Syndicale Africaine de l'Enseignement Supérieur (USAES), qui regroupe dix pays africains.

L'USAES, dont le siège est établi au Sénégal, représente une avancée majeure pour la coordination des efforts syndicaux en Afrique. « Nous avons mis en place l'Union syndicale africaine de l'enseignement supérieur, qui regroupe un ensemble de 10 pays. Ces pays vont, à travers le Sénégal, échanger sur les problématiques transversales qui gangrènent les universités », a expliqué David Célestin Faye. Cette union vise à renforcer la collaboration entre les syndicats africains pour faire face aux défis communs, tels que l'ingérence politique et les restrictions des libertés académiques.

https://www.leral.net/UCAD-Le-SAES-mobilise-les-syndicats-africains-pour-defendre-l-autonomie-des-Universites_a377274.html

Les Forces de défense et de sécurité sont à l'honneur pour la 24ème édition de la Semaine nationale de l'école de base (Sneb) lancée lundi au Crfpe de Rufisque. Le ministre Moustapha Guirassy et son homologue des Forces armées, Général Birame Diop, ont présidé le lancement de l'édition portant sur le thème : «La consolidation des valeurs civiques : l'école et les Forces de défense et de sécurité au service de la Nation.»

Le ministre de l'Éducation a affirmé : «Cette collaboration entre l'école et les Forces de défense et de sécurité vise à créer des opportunités d'apprentissages concrets et d'expériences enrichissantes pour nos élèves. Elle favorise également une meilleure appréciation des rôles et responsabilités de chacun dans la construction et la protection de notre Patrie.» De son côté, son collègue des Forces armées s'en est réjoui : «Le thème de la Sneb de cette année rend bien compte de notre conviction commune que ces deux institutions ont un rôle essentiel à jouer dans le grand chantier de transformation citoyenne dans lequel notre pays est engagé.»

Dans son allocution, le Général Birame Diop a mis en évidence une complémentarité entre les deux institutions dans la construction d'une citoyenneté responsable et active. «L'institution militaire et le milieu éducatif, bien que distincts dans leurs finalités, partagent de nombreux points communs. Tous deux sont des creusets de formation et des lieux de transmission où l'on façonne des caractères, où l'on promeut l'égalité et où l'on inculque des valeurs essentielles à la vie en société», a-t-il relevé.

<https://lequotidien.sn/rufisque-24eme-edition-semaine-de-lecole-de-base-larmee-sengage-pour-renforcer-leducation-citoyenne/>

Six cent jeunes dont 70% de filles vont être formés d'ici 2030 dans le cadre d'un programme de bourses de la fondation Mastercard, a indiqué Fatou Camara Sangharé, directrice dudit programme à l'Université Gaston Berger (UGB). Elle s'exprimait devant des journalistes après la tenue à Dakar du Forum de l'insertion professionnelle des étudiants et diplômés, présidé par le ministre des Sports, de la Jeunesse et de la Culture Mme Khady Diéne Gaye.

Mme Sangharé a affirmé que l'objectif du programme est de «recruter des jeunes qui sont vulnérables et d'en faire des leaders.» «Dans le cadre de ce programme, on a besoin d'accompagner nos boursiers pour une transition simple vers un emploi digne et valorisant', a dit l'enseignante à l'UGB, joutant qu' »on a besoin maintenant d'une collaboration avec tous les partenaires parce qu'à nous seuls, nous ne pouvons pas y arriver.»

Elle a souligné que ce sommet régional sur l'employabilité "a pour objectif d'impliquer tous les acteurs, les étudiants, les institutions académiques, l'Etat, les gouvernements, les alumni pour réfléchir sur les modalités d'accompagner ces jeunes vers une transition simple, vers des emplois dignes et valorisants. A Dakar, il s'agissait, selon elle, "de rencontrer les décideurs, les partenaires et aujourd'hui l'impact attendu se tourne vers les étudiants surtout."

Ainsi, des panels seront initiés pour sensibiliser les jeunes pour leur faire comprendre qu'ils sont les premiers responsables de leur transition et de leur insertion.

Dans ce programme, l'UGB et la Fondation Mastercard sont accompagnés par Africa Career Network (ACN), qui s'active dans le domaine de la recherche d'opportunités pour l'insertion des jeunes.

<https://aps.sn/ugb-un-programme-de-bourse-prevoit-de-former-600-jeunes-dici-2030-directrice/>



Mauritanie : lancement d'un projet de création du centre pédagogique universitaire

En Mauritanie, un projet de création d'un centre pédagogique universitaire a été lancé mardi 11 février. Ce centre, financé par la Coopération française et l'Université de Caen Normandie à hauteur de 524 000 euros sur deux ans, a pour mission d'aider les enseignants à développer leurs compétences professionnelles par l'introduction d'outils pédagogiques numériques, de plateformes électroniques et de technologies éducatives.

L'événement de lancement, qui a réuni les responsables du ministère mauritanien de l'Enseignement supérieur, de l'Ambassade de France en Mauritanie et de l'Université de Caen Normandie, marque la première étape du processus d'opérationnalisation de ce centre après la signature de l'accord-cadre pour sa mise en œuvre. En novembre 2024, les parties française et mauritanienne ont signé un accord en vue de la création du centre qui sera logé dans la capitale mauritanienne, Nouakchott.

À travers ce projet, la Mauritanie, en plus de renforcer sa coopération scientifique avec la France, espère réduire le taux d'abandon académique causé par le déficit de compétences pédagogiques et linguistiques des enseignants. Le centre propose à ces derniers une plateforme de formation continue et de renforcement permanent de compétences, en mettant l'accent sur l'innovation et l'utilisation des outils numériques.

En outre, la Mauritanie ambitionne également de se positionner comme un acteur régional clé en matière de pédagogie universitaire. Elle espère ouvrir son centre aux autres pays et partager avec eux son expertise en la matière. Ce positionnement débutera par l'organisation d'une conférence scientifique en 2026.

<https://www.agenceecofin.com/actualites/1302-125779-mauritanie-lancement-dun-projet-de-creation-du-centre-pedagogique-universitaire>

INTERNATIONALE

Etudiants et enseignants dans la rue contre « la casse du service public »



Alors que le projet de loi de Finances récemment entériné par 49.3 prévoit 1 milliard de moins par rapport à 2024 dans le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche, une importante journée de mobilisation est prévue, ce mardi 11 février. L'intersyndicale de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que les organisations étudiantes, telles que l'Unef ou l'Union Étudiante, entendent « poursuivre la large mobilisation unitaire entamée en décembre » contre « la casse du service public de l'enseignement supérieur », d'après un communiqué publié le 3 février. Au total, une quinzaine d'organisations sont signataires de l'appel à se mobiliser.

Dans ce cadre, un rassemblement est prévu à 12 heures, pendant la tenue du CNESER (Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche) au ministère de l'Enseignement supérieur où le rendez-vous était initialement fixé. Il a été déplacé place du Panthéon afin de pouvoir accueillir « plus de monde », indique Anne Roger, secrétaire nationale du SNESUP-FSU, qui estime qu'il s'agit d'une « mobilisation assez large » même si la manifestation est uniquement parisienne.

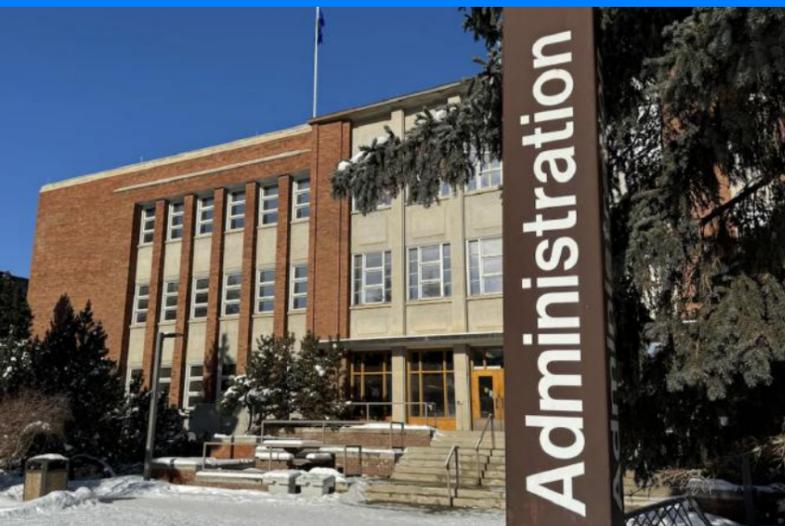
Plusieurs blocages d'université

Cette journée s'ancre dans un contexte où depuis la fin du mois de janvier, plusieurs assemblées générales étudiantes ont eu lieu à Toulouse, Rennes, Bordeaux ou encore Nantes « et plusieurs blocages ont été votés ». Après une assemblée générale à plus de 400 participants mardi 28 janvier, l'université Rennes-II a par exemple été bloquée le jour même et le lendemain, suivie par Rennes-I, historiquement beaucoup moins remuante.

https://www.humanite.fr/wp-content/uploads/2025/02/ABACA_916553_008-1.webp?w=1200

<https://www.humanite.fr/societe/enseignement/enseignement-superieur-etudiants-et-enseignants-dans-la-rue-contre-la-casse-du-service-public>

Des étudiants demandent un meilleur financement du postsecondaire



À l'approche de la présentation du budget provincial, 25 associations d'étudiants de l'enseignement supérieur de l'Alberta demandent d'une seule voix au gouvernement d'augmenter le financement consacré à l'éducation postsecondaire.

Nous demandons un retour au niveau de 2019 et que le gouvernement tienne compte de l'inflation, précise la présidente de l'Association des étudiants de l'Université de l'Alberta, Lisa Glock. Chaque année, les établissements d'enseignement supérieur publics reçoivent des fonds de fonctionnement par l'intermédiaire du Campus Alberta Grant.

Depuis 2019, ce financement, destiné à payer, entre autres, les frais administratifs, les salaires et l'équipement destinés à l'apprentissage, diminue, selon les associations.

En 2018, le soutien au système d'éducation était le meilleur au pays. Le financement [des établissements postsecondaires] par la province était supérieur de 35 % au reste du Canada, rappelle le président de Higher Education Strategy Associates, Alex Usher.

Selon Alex Usher, chercheur spécialisé dans le financement des établissements scolaires, le retour des conservateurs en Alberta, en 2019, avec le premier ministre Jason Kenney, s'est accompagné d'une série de coupes budgétaires.

<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2139716/sait-universite-financement-education-alberta>

Afrique du Sud : En 2025, priorité à l'éducation



En 2025, le président sud-africain, Cyril Ramaphosa (photo), a inscrit l'éducation parmi les secteurs prioritaires. Dans son adresse à la nation, jeudi 8 février, a annoncé plusieurs mesures visant à réformer le système éducatif à tous les niveaux.

Dans l'enseignement de base, le président s'est donné pour objectif d'élargir l'accès au développement de la petite enfance. Il prévoit de formaliser et d'équiper les centres de développement de la petite enfance, et d'encourager les carrières d'enseignants dans l'enseignement de base. L'accent sera également mis sur la qualité de l'éducation en améliorant les compétences de lecture et d'écriture chez les enfants à travers la mise en place d'un enseignement bilingue basé sur la langue maternelle.

« Cette année, le ministre de l'éducation de base introduira une politique nationale, des normes et des règlements pour permettre à tous les partenaires de l'éducation de base de soutenir la mise en œuvre de la loi », a-t-il déclaré en précisant que cette mesure sera appliquée dans le cadre de l'application de la Loi portant modification des lois sur l'éducation de base. Cette disposition légale en discussion qui vient d'entrer en vigueur souligne l'importance de l'enseignement de base dans la langue maternelle.

Au niveau de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, la stratégie présidentielle envisage d'intensifier la formation des artisans qui représente un métier en forte demande sur le marché de l'emploi en Afrique du Sud. Cette opération de formation se fera sur le modèle par alternance qui combine l'apprentissage formel et la formation professionnelle. Cyril Ramaphosa a, à cet effet, encourager le secteur privé à s'investir dans l'accueil des apprenants stagiaires.

<https://www.agencecofin.com/actualites/1002-125686-afrique-du-sud-en-2025-le-president-ramaphosa-veut-donner-la-priorite-a-l-education>